



Contribution SAEP

Règles d'assortiment des titres CPPAP hors IPG

Tel Salieri interpellant Mozart dans « Amadeus » en lui reprochant que sa musique contient « trop de notes », le conseiller Marc Schwartz dans son rapport de Juillet 2018 affirmait que la crise de la presse trouvait son origine dans le fait qu'il y a « trop de titres ».

Antienne récurrente de l'administration française, dont le saint patron reste le britannique Thomas Malthus, voilà donc le refrain bien connu : « il y a trop de livres à la rentrée littéraire », « il y a trop de films qui sortent en salles chaque mercredi », « il y a trop de chaînes de télévision » et donc, comme il se doit, « il y a trop de titres de presse ».

Prenant donc sa hache dans le but de faire de l'espace, le législateur, par sa réforme de la loi Bichet d'Octobre 2019, a entrepris de nettoyer le marché des titres « en trop » par le truchement de ce que l'on appelle « l'assortiment ».

Nul n'est en mesure d'expliquer précisément ce qu'est l'assortiment et encore moins en quoi il consiste mais il convient de l'appliquer pour se conformer aux lois de la République.

De la même manière, nul n'est en mesure de justifier le moindre intérêt économique à l'assortiment mais qu'importe. Jeter par les fenêtres des centaines de millions d'euros pour sauver Presstalis n'avait aucun intérêt économique mais cela a eu lieu car cela paraissait faire consensus.

Le consensus actuel ferait grincer les dents de n'importe quel économiste compétent puisque désormais les organisations représentatives se sont convaincues que « moins il y a d'offre sur le marché de la presse, plus il va y avoir de demande dans les points de vente ».

C'est à la fois absurde et criminel mais qu'importe : la filière de la presse pratique le suicide collectif avec autant de conviction qu'une secte millénariste réfugiée dans un coin perdu d'Amazonie.

Certes la comparaison est assez forte mais dans quelle situation se trouve-t-on actuellement ?

L'immense majorité des éditeurs reconnaissent que la mise en place d'un assortiment va aboutir à une catastrophe avec un fort déclin des chiffres de vente des publications.

Le pragmatisme ambiant prétend que la loi ayant changé, il convient de tenter de persuader l'ARCEP de mettre en place des mesures qui limitent les dégâts.



Pourquoi se contenter de limiter les dégâts ?

Les éditeurs sont les piliers de la filière. Ils assurent le paiement des contenus, emploient des journalistes, les photographes, les directeurs artistiques, impriment les magazines, investissent dans leur marketing, restent propriétaires du papier jusqu'à sa vente au public.

La réforme d'Octobre 2019 entend marginaliser les éditeurs au nom d'un rééquilibrage au profit des diffuseurs. Au nom de quelle logique stratégique ?

L'investissement dans la presse, les lancements en particulier sont en chute libre, la régulation malthusienne proposée par l'ARCEP ne peut qu'accélérer les phénomènes déjà engagés : départ des groupes étrangers du marché français, cession au rabais d'actifs dévalorisés, réduction du nombre de titres, des volumes et des emplois.

En bout de chaîne, le réseau des diffuseurs s'en trouvera-t-il renforcé ? Bien sûr que non.

Pour le SAEP, hors de question de s'accommoder de l'assortiment : c'est une mesure nuisible aux intérêts des éditeurs et partant, de toute la filière.

Nous invitons l'ensemble de nos confrères, quelle que soit leur obédience syndicale à s'opposer avec force à la mise en œuvre de cette initiative potentiellement catastrophique.

En attendant ce soulèvement salutaire, nous répondons dans l'ordre aux questions posées par le régulateur par la présente contribution.

Question n°1 Du quota de titres CPPAP hors IPG dans les points de vente.

Imposer un quota minimum de titres CPPAP hors IPG résulte d'une sorte de malentendu digne d'un des meilleurs épisodes de la série « Monty Python's Flying Circus ».

En fait, le législateur a mal compris la demande des professionnels de la profession lors des travaux préparatoires de la réforme d'Octobre 2019.

Certains réclamaient la mise en place d'un assortiment sur l'ensemble des titres de presse et d'autres s'opposaient à cette mesure.

Croyant couper la poire en deux, le législateur a choisi de limiter l'assortiment aux seuls titres CPPAP non-IPG. C'est parfaitement absurde et cela rend la mesure à la fois inapplicable et contre-productive mais qu'importe c'est la loi et il faut l'exécuter.

Sur ce point, la position du SAEP n'a jamais varié : l'assortiment est nuisible pour le marché.

Un titre bien réglé augmente sa rentabilité et la rentabilité est déjà l'objectif poursuivi par les éditeurs indépendants.

Question n°2 De la proportion du quota de titres CPPAP hors IPG dans les points de vente.

Établir un quota de titres CPPAP hors IPG dont la position dans les points de vente serait fonction de l'obtention ou non de ce statut revient à conférer un pouvoir qu'elle n'a pas.

En effet, permettre la libre diffusion d'un titre de presse ressort d'une liberté publique fondamentale et non de la décision d'une commission administrative, fût-elle théoriquement paritaire.

Au cours des années récentes, la jurisprudence incohérente de la commission n'a pu que contribuer à discréditer ses travaux aux yeux de tous.

On passera sur les épisodes les plus honteux mais le seul avenir pertinent pour la CPPAP c'est sa dissolution lors d'une prochaine et souhaitable réforme de la loi qui viendra amender les incohérences insurmontables produites en Octobre 2019.

Sur ce point donc, la position du SAEP n'a pas varié : pas d'assortiment, pas de quota. Et surtout, dissolution de la CPPAP et fin de cette distinction arbitraire entre les produits presse.

Question n°3 Du respect du quota par le marchand de presse.

Une question pertinente qui a le mérite de faire apparaître dans toute sa crudité l'absurdité du quota susvisé.

En résumé : puisqu'il y a quota sur les titres CPPAP hors IPG, il faut mettre en place une procédure pour permettre au marchand et à l'éditeur de dépasser le quota ou, à contrario, de contraindre le marchand à atteindre le quota.

Dans le cas du dépassement du quota, il va falloir demander au marchand l'autorisation de mise en place pour un titre qui, par définition, bénéficie d'une garantie de distribution.

Dans le cas où le quota ne serait pas atteint, est-il alors possible de contraindre le marchand à prendre plus de titres ? Oui, mais quels titres ? Mystère. Sur la base de quel critère ? Mystère.

Pour le SAEP, sans quota et sans assortiment, cette disposition est, bien entendu, inutile.

Question n°4 Du refus de vente dans une relation entre un éditeur mandat et un diffuseur mandataire

L'éditeur est le pilier du système : il paie le contenu, emploie les journalistes, produit les magazines et en reste le propriétaire jusqu'à leur vente au public.

A ce titre, il est souverain pour décider du point de vente qui reçoit ou non son mandat et partant, son papier.

Question n°5 Faut-il autoriser des procédures de référencement payant des publications dans les points de vente ?

La question sur la régulation du référencement des titres de presse nous ramène à l'absurdité du quota.

L'ARCEP envisage de réguler voire d'interdire les mesures commerciales de référencement des titres.

Sur le principe, c'est contradictoire avec l'objectif poursuivi par l'assortiment.

En effet, s'il s'agit avec l'assortiment de permettre aux diffuseurs de gagner plus d'argent et de dynamiser leurs points de vente, le référencement est un moyen intéressant de leur procurer plus de marge et de les amener à centrer leurs efforts sur le marketing des titres.

Le référencement, ce serait donc une très bonne nouvelle pour les diffuseurs.

Mais au pays des fans de Malthus, laisser parler les puissances de l'argent, c'est mal.

Donc l'ARCEP veut réguler.

Hélas, il ne s'agit que de réguler le référencement sur les seuls titres CPPAP hors IPG.

Donc pour les produits de presse hors CPPAP, c'est la fête : ils vont pouvoir acheter des gondoles et des mises en avant en toute liberté.

Tant pis pour les pauvres titres condamnés au quota : ils rejoignent le purgatoire-interdiction de donner une prime de référencement au diffuseur pour qu'il se motive à vendre le papier.

Question n°6 De la remise à zéro des titres non-vendeurs.

Les règles concernant ce point existent déjà.

Le SAEP n'a pas d'hostilité pour l'idée qu'elles soient appliquées.

Question n°7 Un diffuseur a-t-il le droit de refuser une nouveauté CPPAP hors IPG ?

Les diffuseurs peuvent-ils s'opposer à distribuer une nouveauté CPPAP hors IPG ?

Cette question importante inspire les remarques suivantes :

. Si le diffuseur a déjà atteint son quota de CPPAP hors IPG, il doit pouvoir s'y opposer, n'est-ce pas ?

. Si les diffuseurs sont vertueux, ce qui est présumé, quota atteint, ils peuvent/doivent refuser toutes les nouveautés.

. Le fait de rendre difficile la diffusion de nouveautés sur le marché va-t-il contribuer à relancer la croissance dudit marché ? Il est permis d'en douter.

Le SAEP conteste le quota et partant le fait de limiter a priori les perspectives de diffusion d'une nouveauté qu'elle ait ou non un numéro de CPPAP.

Question n°8 Quid des hors-séries des publications CPPAP hors IPG ?

Pour l'ARCEP, les hors-séries des publications CPPAP perdent le droit à distribution dont bénéficie leur titre maître s'il est CPPAP.

Cependant, du point de vue du diffuseur, les hors-séries doivent se vendre correctement puisqu'ils constituent des déclinaisons de marques déjà connues.

Cependant, du point de vue de l'éditeur, les hors-séries constituent un vrai relais de croissance et une source de marge significative.

Pourquoi dès lors vouloir pénaliser la diffusion des hors-séries ? Mystère.

Une chose est sûre : moins de hors-séries dans les magasins va signifier moins de ventes.

Question n°9 De la publication par les diffuseurs des informations concernant leur respect du quota.

Il s'agit ici de procéder par voie de publication officielle à la vérification que chaque point de vente respecte le quota.

En fait, c'est juste un autre tuyau dans l'usine à gaz proposée par l'ARCEP. Passons, donc.

Question n°10 Des délais nécessaires à l'application des règles d'assortiment

L'ARCEP souhaite évoquer un délai de mise en œuvre pour les règles d'assortiment.

Cependant on ignore tout de la date à laquelle ces règles d'assortiment seront elles-mêmes établies.

En effet, la présente consultation ne porte que sur l'établissement d'un quota.

Les règles concernant les quantités à mettre en place, l'établissement d'un palmarès ou le décompte des titres par mètre linéaire, tout cela est remis à une date ultérieure.

Le feuilleton risque donc de se prolonger sur de nombreux épisodes. On craint néanmoins pour l'Audimat.

Question n°11 Des autres prérequis à la mise en place des règles d'assortiment.

Pour déterminer le niveau du quota, l'ARCEP se base sur les statistiques fournies par 23 points de vente.

On mesure le caractère parfaitement irrationnel de la démarche menée par le régulateur : 23 points de vente sur un peu plus de 20 000 soit un échantillon représentatif de 0,1%.

Sans la moindre étude d'impact, avec des mesures réalisées à la va vite sur des échantillons hasardeux, le régulateur entend mettre en place un système de quota dont il ignore complètement quelles en seront les conséquences sur l'évolution du marché, de la filière et de l'emploi de milliers de personnes qui vivent de l'édition, de la distribution et de la diffusion de la presse.

Vérifier que les mesures prises servent l'intérêt général serait sans doute un pré requis utile pour le bon fonctionnement du régulateur de la distribution de la presse

